

MOHAMED CHAFIK MESBAH :

la présidentielle de 2014»

M. Sellal va, probablement, entretenir des relations décrites avec les partenaires économiques et sociaux. A défaut d'accéder à leurs sollicitations, il maintiendra une oreille d'écoute susceptible de prévenir les dérives intervenues jusqu'ici. M. Sellal va, vraisemblablement, tenter de «désidéologiser» la gestion économique. Nonobstant sa marge de manœuvre réduite, il a pour mission, en effet, de briser la paralysie qui frappe les activités économiques en Algérie. Parviendra-t-il à lever les tabous et les entraves bureaucratiques imposées par le gouvernement Ouyahia ? Le temps lui est compté et le chemin s'annonce risqué et laborieux.

A propos de la révision constitutionnelle, quels pourraient en être les aspects essentiels ?

La nature présidentielle du système politique sera maintenue. Pas de place pour le régime parlementaire, si d'aucuns en ont rêvé. La principale innovation porterait sur la limitation à deux des mandats présidentiels, en précisant, le cas échéant, que la règle ne s'applique pas au chef de l'Etat en fonction. Il sera, probablement, procédé aussi à l'institution d'un poste de vice-président de la République qui remplacerait, automatiquement, le chef de l'Etat, en cas d'indisponibilité ou de décès. Cela permettrait à M. Abdelaziz Bouteflika d'assurer sa succession sans devoir recourir aux élections. Dans l'esprit de M. Abdelaziz Bouteflika, cela peut procurer à sa famille une garantie en cas de décès. Ce n'est pas du tout les prémices d'une véritable transition démocratique comme le laissait penser le ton pathétique du président de la République lors de son fameux discours d'avril 2011.

Vous considérez, en somme, que les réformes politiques promises par le président Abdelaziz Bouteflika ont été abandonnées ?

Analysez, correctement, les projets de lois adoptés par la précédente Assemblée populaire nationale. Examinez, attentivement, la composition de la nouvelle Assemblée. Attardez-vous sur la composante du gouvernement actuel, simple reconduction du précédent pour l'essentiel. Oui le projet de réformes politiques du président Bouteflika déjà mince est déjà un projet avorté. Ce n'est, sans doute pas, la nomination d'un Premier ministre à la personnalité chaleureuse qui viendra à bout des réticences obstinées au changement que manifeste le système.

Contrairement à l'habitude, le gouvernement français vient de saluer l'intronisation du gouvernement Sellal. Cela revêt-il, selon vous, une signification particulière ?

Les États-Unis comme l'Union européenne et la France n'ont pas, dans leur agenda, une révolution en Algérie. Du moins, à titre transitoire. C'est pourquoi ils mettent du zèle à manifester un appui hypocrite aux pouvoirs publics en Algérie. Ce qui les intéresse, c'est la disponibilité — à titre hégémonique — du marché algérien ainsi que l'engagement — sans réserves — de l'Algérie dans la lutte contre le terrorisme coordonnée à un niveau occidental. Les puissances occidentales n'ignorent, pourtant, rien de l'obsolescence du système algérien.

En cas de précipitation des événements, ces pays disposent de solutions alternatives. Aussi, les déclarations françaises pour saluer le gouvernement Sellal semblent relever de la clause de style. Il ne faut pas imaginer une modification de substance dans la politique algérienne de la France.

Quelles sont, à votre avis, les mesures d'urgence que devrait prendre le gouvernement Sellal ?

Renouer avec l'anticipation stratégique, rétablir les liens avec la population et inscrire l'action du gouvernement dans la durée, avec une visibilité accessible.

Comment, selon vous, pourrait se présenter la situation à l'approche du scrutin présidentiel de 2014 ?

Si le statu quo actuel persiste, sans l'ombre d'un doute M. Abdelaziz Bouteflika sera candidat à sa propre succession. Dans les mêmes conditions où se sont déroulées les précédentes élections, il sera réélu. Si M. Abdelaziz Bouteflika n'est pas candidat, un successeur sera coopté qui prendra l'engagement de ne pas torpiller le système en place.

Si, cependant, un soulèvement populaire venait à intervenir — et l'hypothèse est pertinente —, nous passerons de la situation où c'est la société virtuelle qui est l'acteur principal pour une autre où ce serait la société réelle qui déterminerait le cours des événements. Il

n'est pas possible de mesurer les conséquences de cette évolution de conjoncture, mais elles seront, certainement, graves.

Pensez-vous que l'évolution de l'état de santé du président Abdelaziz Bouteflika pourrait précipiter le cours des choses comme vous le dites ?

Ne nous attardons pas sur un domaine qui relève de l'intimité du chef de l'Etat. Je m'en tiens à la règle que j'ai toujours observée. Il est possible, néanmoins, d'aborder la question du point de vue de l'impact de l'état de santé du chef de l'Etat sur le fonctionnement du système de gouvernance publique. Les dysfonctionnements déjà recensés appellent l'attention au plus haut.

Si, cependant, cet état de santé décrit comme délétère venait à persister, la machine gouvernementale serait de plus en plus gravement grippée. Un soulèvement populaire pourrait s'ensuivre face auquel la police serait impuissante. L'armée, vraisemblablement, refusera de tirer sur la foule. De facto, le président de la République sera

mis en demeure de se démettre. Comment, en l'absence de partis performants, de syndicats agissants et de leaders légitimes, l'Algérie pourra entamer sa transition démocratique ? C'est l'absence d'alternative politique — en termes crédibles, c'est-à-dire, de partis performants et des leaders charismatiques — qui constitue l'obstacle principal à une mutation du système politique.

Car, en effet, il n'existe pas une seule parcelle de vie politique qui ait été laissée à la dynamique naturelle.

Le bilan de M. Abdelaziz Bouteflika est, à cet égard, catastrophique. Ne dites, surtout pas, que ce sont les services de renseignement qui bloquent cette dynamique politique. Incontestablement, ils peuvent agir sur le volet virtuel de la scène politique et ils ne manquent pas de la faire.

Mais, ils sont incapables de contenir une vague populaire impétueuse. Je n'ai pas connaissance d'exemple de services de renseignement qui ont pu, indéfiniment, résister à un peuple déterminé, encadré par une élite résolue.

T. H.

AU LENDEMAIN DE LA RÉUNION DU BUREAU POLITIQUE DU FLN

L'opposition contre-attaque

C'est un véritable coup de force que viennent d'engager les membres du Comité central du FLN, opposants à Belkhadem, en se réunissant hier au siège du parti à Hydra afin de décider officiellement du boycott de l'université d'été prévue aujourd'hui à Tipasa.

Cette réunion intervient au lendemain de celle du bureau politique pour mettre au point les dernières retouches à la même manifestation ainsi que l'élaboration d'une litanie de critères et instructions concernant les dossiers de candidature aux prochaines élections locales. L'opposition passe à la vitesse supérieure et en l'espace de trois jours, après l'annonce du nouveau gouvernement, tronqué des deux partenaires de l'Alliance présidentielle, les contestataires décident de se mobiliser pour un seul mot d'ordre : la destitution de Belkhadem. Un appel à tous les militants et cadres du parti sera lancé pour rejoindre l'opposition. Des rassemblements quotidiens sont également prévus devant le siège du FLN et une action commune d'envergure sera organisée dans les prochains jours. «Nous avons décidé de boycotter l'université d'été», nous dira Mohamed Seghir Kara, l'un des animateurs du mouvement de protestation, «et une action de coordination avec tous les mouvements d'opposition à Belkhadem est en cours d'élaboration. Nous incitons les cadres, parlementaires et militants authentiques à ne pas participer à l'événement. Belkhadem dit que la réunion de samedi était consacrée à mettre en place les critères d'éligibilité des candidats alors que nous savons pertinemment que les listes ont été déjà élaborées dans son cabinet noir et que c'est une parade pour tromper l'opinion publique». Et d'ajouter :



Abdelaziz Belkhadem.

«Belkhadem gère le parti comme une épicurie qui lui appartient. En outre, même ses deux fils interfèrent dans la vie du parti, c'est le cas à Constantine et à Bouira où ils ont eu l'outrecuidance de placer des gens à eux, des affairistes.» De son côté, Ahmed Boumahdi, coordinateur national du mouvement de redressement du parti, nous a déclaré qu'«il est logique dans notre démarche de boycotter toutes les activités qu'organise l'actuelle direction, non seulement nous les boycottons mais nous allons également les empêcher. Selon les statuts du parti, la validation des listes électorales fait partie des prérogatives du Comité central, seul habilité à trancher. Nous avons donné la preuve que nous sommes majoritaires en publiant la liste des 180 membres du CC en plus des 41 qui sont des hauts fonctionnaires de l'Etat. Ce qu'est en train de faire Belkhadem est hors la loi. Cette personne n'est pas apte à gérer le parti. Son départ est imminent». L'actuel SG du



Mohamed Seghir Kara.

FLN est, pour le moins que l'on puisse dire, dans une impasse. La crise qui secoue le parti depuis des mois a repris, le temps d'une accalmie, mais elle semble, au vu des événements qui s'accroissent, arriver à son terme, notamment après le lâchage dont a fait l'objet Belkhadem par le président Bouteflika en l'éjectant du gouvernement et de son poste de représentant personnel du chef de l'Etat. La contestation éparse, désordonnée et confinée aux figures de proue du vieux parti a débordé pour atteindre d'autres structures militantes de base. C'est le cas du Mouvement de la jeunesse FLN dont le leader, Badis Bouleouadine, nous a affirmé que «plus de 3 000 jeunes des 48 wilayas du pays représentant la base militante comptent entrer en jeu en organisant une grande action pour exiger la démission pure et simple de celui qui a mené le parti à la dérive».

Fatma Haouari